O.A.S

Un nouvel éclairage

PAMPHLET

Entretien avec le Commandant Maurice Bourielo

Français d'Algérie, officier de réserve, ancien membre de l' O.A.S.

© 2009

L'O.A.S. frappe où elle veut,

quand elle veut, qui elle veut.

Ce document n’est pas une histoire de l’O.A.S. ou une énième narration de la guerre d’Algérie. Il propose simplement une vision, qui tente d’être la plus impartiale possible, de ce qu’a réellement été l’O.A.S vue de l’intérieur. L'O.A.S. (Organisation Armée Secrète) était une organisation française politico-militaire clandestine. Créée le 11 février 1961, elle regroupait les partisans du maintien de l'Algérie française par le biais de la lutte armée.

L'O.A.S. a surtout été un mouvement presque révolutionnaire des Français d'Algérie, qui ne voulaient à aucun prix quitter leur pays, ce qu'ils savaient risquer en cas d’indépendance de l'Algérie. Accessoirement, l'armée s'y est trouvée mêlée et a encadré cette rébellion.

Naissance de l'O.A.S.

Après la défaite de 1870, les victoires de 1919 et de 1945 (acquises en partie grâce à l'entrée en guerre des États-Unis) mais aussi l'abandon de l'Indochine, l'armée se trouvait quelque peu en perdition et ne voulait pas perdre également l'Algérie.

Dans le même temps, les Français d'Algérie, promenés par une propagande en forme de désinformation (sur laquelle nous devrons revenir), après le 13 mai 1958, après le piège du 24 Janvier 1960 et les Barricades qui ont suivi, après l'échec du putsch des Généraux du 22 Avril 1961, fous de colère et aussi d'inquiétude, étaient prêts pour se

lancer dans n'importe quelle aventure qui leur permettrait de rester dans le pays qu'ils avaient fait.

Ont participé à la création de l'O.A.S., les deux héros des Barricades, Pierre Lagaillarde et Joseph Ortiz, ainsi que le leader des Étudiants Jean Jacques Susini, le capitaine des Unités Territoriales d'Alger Ronda, arrêtés pour leur action dans l'O.A.S. et 81,9 % de français d'Algérie, cadres, ouvriers, agriculteurs, étudiants, médecins, enseignants. Ce qui confirme l'assertion générale du début. Mais toute la population française d'Algérie était sympathisante, sinon participante, à l'exception de quelques « libéraux » et de quelques effrayés.

Le sigle O.A.S. apparut sur les murs d'Alger le 16 mars 1961, accompagné du slogan « L'Algérie est française et le restera ».

Pourquoi l'O.A.S. ?

L'O.A.S. est née parce que les Français d'Algérie n'ont pas compris, ni De Gaulle, ni la menace de décolonisation et d'abandon de l'Algérie, qu'il représentait. De Gaulle est arrivé au pouvoir en France et c'était là son seul but. Son parcours algérien est jalonné par des touches légères, et par des retours sur ses paroles.

Le 13 Mai 1958 alors qu'Alger l'acclamait : « Je vous ai compris, je sais ce que vous avez voulu faire ici. »

A Mostaganem, le 5 juin 1958 : « Vive l'Algérie Française ! »

A Batna, le 1er Juillet 1958 : « Vive l'Algérie Française ! »

En réalité, ces propos n'étaient pas le fond de sa pensée, loin de la véritable opinion qu'il avait de ces « imbéciles de Pieds-Noirs » qui l'acclament. A ce sujet, l'historien Raymond Tournoux rapporte ce

propos troublant de De Gaulle : « Ce ne sont pas des Français. Ce sont des gens d'un Dominion, d'un Canada. Ils ne vivent pas avec nous ! »

Le 23 octobre 1958 : De Gaulle offre la paix des braves au FLN (Front de Libération Nationale).

Le 21 décembre 1958 : on commence à prendre conscience de la réalité des choses : « l'Algérie de Papa est morte. Si on ne le comprend pas, on mourra avec elle. »

Le 16 septembre 1959 : De Gaulle offre à l'Algérie l'auto-détermination, ce qui va provoquer, quelques mois plus tard, les Barricades.

Les Barricades, janvier 1960

La foule d'Alger est massée sur le Plateau des Glières, et ses chefs se sont engagés à ne pas dépasser un point donné, et à ne pas marcher sur l'immeuble du Gouvernement Général. Des coups de feu partent. Les gendarmes mobiles chargent les manifestants qui ne présentent aucun danger, et qui croient naïvement exorciser le démon en chantant « la Marseillaise. »

Bilan : 20 morts et 47 blessés.

De Gaulle a atteint son triste objectif : des Français ont tiré sur des Français. Les Français d'Algérie savent que désormais, sauf miracle, De Gaulle les a condamnés.

- 14 juin 1960 : des pourparlers sont engagés avec le FLN et le GPRA (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne) qui se trouve prudemment à Tunis…

- Octobre 1960 : De Gaulle déclare en Savoie : « Je n'abandonnerai jamais l'Algérie. Cette espèce de reddition serait affreuse... Les gens de

l'insurrection voudraient que moi, je les reconnaisse en gouvernement algérien, que je passe la main en Algérie. Cela, je ne le ferai jamais ! » … Comme le soulignera souvent l'O.A.S., De Gaulle a dit tout et le contraire de tout.

- 20 février 1961 : Pompidou, mandaté par De Gaulle, rencontre l'avocat FLN Ali Boumendjel en Suisse.

<u>Le putsch des généraux, 20 Avril 1961</u>

L'opération n'a pas pour but de prendre le pouvoir à De Gaulle, mais de vaincre militairement le FLN et d'apporter à De Gaulle une Algérie pacifiée. On est là dans le rêve le plus parfait. Jamais De Gaulle n'accepterait de se déjuger. De ce fait, seuls les militaires sont concernés. Les civils ne seront pas autorisés à apporter l'appui de la population, ce qui inévitablement, conduira à l'échec. Les militaires n'ont pas voulu des Français d'Algérie, qui pourtant auraient pu inspirer à leurs cadres des réflexes salutaires et les entraîner par leur enthousiasme communicatif.

Le général Massu ayant refusé de prendre la tête de l'opération, vouée selon lui à l'échec, ce fut le général Challe qui accepta. Il pensait naïvement que l'ensemble des officiers se rallieraient. Aucun, ou presque ne se ralliera. Quatre généraux prennent cependant part à l'opération : les généraux Challe, Salan, Jouhaux et Zeller. (Jouhaux est un français d'Algérie, né en Oranie, à Bou-Sfer)

Le général Challe proclame : « Je suis à Alger avec les généraux Zeller et Jouhaud pour tenir le serment de l'Armée de garder l'Algérie, pour que nos morts ne soient pas morts pour rien. Un gouvernement d'abandon nous apprenait successivement l'Algérie Française, l'Algérie dans la France, l'Algérie Algérienne, l'Algérie associée à la France, et aujourd'hui, il s'apprête à livrer définitivement l'Algérie à l'organisation extérieure de la rébellion ».

On supplie Challe de se servir des civils. « L'Armée au pouvoir ! »

L'Armée qu'ils souhaitent c'est celle des Colonels Argoud, Gardes, Godard, celle du Dispositif de Protection Urbaine (D.P.U : renseignements, à l'aide des Français d'Algérie, encadrés par les officiers de renseignement), D.P.U dirigé par les Colonels Trinquier et Vaudrey. Cette Armée n'existe plus. A Paris, le Gouvernement a peur. On craint un débarquement, et Michel Debré demande que les Parisiens aillent, « à pied ou en voiture, convaincre ces soldats trompés de leur lourde erreur. »

L'échec du putsch est retentissant ! De Gaulle, surnommé entre temps « la Grande Zorah », renverse la situation en un seul discours, le 23 Avril. Le général Challe se rend le 24 avril 1961. Le général Zeller se constitue prisonnier. Les deux autres généraux entrent dans la clandestinité.

Le 7 Avril 1961 sont distribués les premiers tracts de l'O.A.S.

L'O.A.S. ALGERIE

Un projet de trêve unilatérale, révélé quelques heures avant le putsch par Paris-Presse, et confirmé le 24 Avril, était une réalité, et le général Gambiez reçut la dure mission de la « faire avaler » à l'Armée. Montrer la bonne volonté de la France et hâter ainsi la reprise des négociations était le but recherché. On appela la trêve d'un nom pudique : « interruption des opérations offensives ».

En Métropole, la trêve fut jugée par l'opinion publique comme un acte de grandeur et de courage du gouvernement. Elle ne connaissait rien, et la vérité oblige à dire que cette trêve fut un échec (que l'on minimisa). En quelques semaines, l'infrastructure du FLN se reconstitua... sans bien sûr, accepter la trêve.

Le 21 mars 1961, les négociations reprenaient à Evian… et cessaient le 13 Juin. Elles avaient achoppé sur la question du Sahara faisant partie, oui ou non de l'Algérie.

A Alger, le 25 Avril, éclatait la première « stronga » et, le lendemain, une autre bombe de plastic. Ces explosions rendaient l'espoir aux Français d'Algérie, désemparés. « Nous venons d'essuyer un échec, non

par notre faute, mais par celle de chefs militaires qui n'ont pas su utiliser le potentiel que nous représentons ! » Signé : le Monocle, c'est à dire André Canal. Tout Alger tape sur des casseroles et des poêles à frire, les trois brèves et deux longues : **« Al-gé-rie - - - Fran-çaise » !**

Ce ne fut pas ici la seule manifestation des Français d'Algérie. Tous les Ingénieurs d'Alger touchant à l'électronique, recrutés par Roger Degueldre, se mirent à la construction d'émetteurs-son, qui brouillèrent le son des émetteurs de télévision. Sous le commandement du Colonel Gardes, des messages, des bulletins d'information et des textes de propagande furent diffusés, certains conseillant gentiment à Monsieur De Gaulle de partir, sans succès heureux.

La plus aimable confusion régnait alors. On vit, dans un hangar ouvrant sur deux rues parallèles, un camion chargé d'émetteurs récepteurs pour la Gendarmerie, entrer par un accès, sortir par l'autre, et aller équiper les maquis. On vit aussi un camion d'armes légères déchargé chez un des ingénieurs, lieutenant des Gardes Territoriales. Ce chargement fut alors caché par sa femme et lui. Plus tard, les gendarmes mobiles n'hésiteront pas à tirer à la mitrailleuse de 50 (12,7 mm) sur deux techniciens venus dépanner un émetteur malencontreusement tombé en panne, au cours d'une émission pirate. Le 3 Mai, nouveau tract : **« la guerre commence ».**

L'hostilité des Français d'Algérie se cristallisait sur les gendarmes mobiles, les CRS, et les appelés métropolitains du contingent, chargés du maintien de l'ordre à Alger. L'O.A.S. bénéficiait alors dans tous les milieux d'un courant de sympathie qu'elle devait exploiter au plus vite. Un slogan : **« L'O.A.S. frappe où elle veut, quand elle veut, qui elle veut. »**

Roger Degueldre a 36 ans au début de l'O.A.S. C'est un sous-officier qui a passé la gigantesque barrière qui sépare, dans l'Armée, un sous-officier d'un officier. Le 13 mai 1958, il s'engage dans le politico-

militaire, et il s'y engage à fond. Degueldre est un soldat. Baptisé « Delta » dans la clandestinité, il regroupe d'anciens légionnaires, qui étaient avec lui aux Barricades, des fascistes, des déserteurs, quelques membres des équipes de l'O.A.S. de Lagaillarde, souvent des jeunes gens, de très jeunes gens. Cette alliance constitue les commandos « Delta. »

Leur première exécution fut celle du commissaire Gavoury, symbole de la répression organisée contre les « patriotes ». Ces commandos « Delta » furent finalement pris, mais l'O.A.S. gagnait une bataille psychologique d'importance. Susini mit sur pied un mouvement regroupant environ deux mille hommes armés. Ils furent les « commandos Z », groupés en « Front Nationaliste ». Cocktails Molotov contre les forces de l'ordre, intimidation en tout genre, liste de noms à éliminer, les commandos Z parvinrent peu à peu à l'action des commandos « Delta ». Au « Clos Salembier » et au « Climat de France », sur les hauteurs d'Alger, une manifestation arabe avait fait trois cents morts en décembre 1960.

Le 4 Juillet eut lieu une manifestation de masse des Algériens, aux cris de : « Sahara Algérien ». Les forces de l'ordre craignaient le 5 juillet 1961 une autre manifestation arabe. Au soir du 5 Juillet, aucun incident notable ne fut signalé, les forces de l'ordre ayant alors déployé un très important dispositif de dissuasion. Cependant le dégagement commençait. On passait à une seconde phase : le 8 juillet, une division s'embarquait et quittait l'Algérie. Une autre division suivrait.

Le 5 Août 1961, les Algérois virent sur leur écran de télévision l'image disparaître et une voix inconnue annonça : « Ici, Algérie Française. L'O.A.S. a décidé d'interrompre, aujourd'hui, l'émission de la radio gaulliste. Délégué par le général Salan, le général Gardy, inspecteur général de la Légion étrangère, vous parle : Au lieu de la voix dérisoire et mensongère des valets du régime, vous entendez la voix de la vérité, la parole française de ceux qui luttent pour maintenir la communauté

nationale, et pour reconstruire la France, sur les ruines accumulées par la dictature gaulliste. Je m'adresse d'abord à mes camarades de tous grades, restés dans les rangs de l'armée, cette armée déchirée, décomposée par le régime, condamnée, la rage au cœur, à remplir un rôle contraire à sa mission essentielle, et à l'honneur militaire. »

Le général les incitait à la révolte et ajoutait après une esquisse d'organisation : « Français, qui voulez vivre et mourir Français sur cette terre française, debout. Ni valise, ni cercueil, la Patrie et un fusil !!! »

Très gros succès à Alger, véhicules innombrables klaxonnant cette fois encore : « Al-gé-rie — Fran-çaise ».

Les Français d'Algérie, dans leur quasi totalité, passaient à l'O.A.S., la soutenaient, lui apportaient chaque jour mille preuves de leur complicité. Contre l'organisation, qui chaque jour manifestait sa présence et sa puissance par des explosions de plastic et par quelques « opérations ponctuelles » (exécutions de gaullistes ou de collaborateurs), le Délégué Général du Gouvernement Jean Morin se sentait impuissant. Le préfet de police Janin avait créé la première et unique brigade anti-O.A.S. d'Alger, dix hommes. Il avait réussi à connaître les pseudonymes employés, les grandes lignes de la politique de l'O.A.S., mais il ne parvenait pas à arrêter un seul chef. Un déserteur italien, nommé Pino, qui faisait partie de l'OA.S, avait proposé de renseigner Jean Morin en échange d'un passeport pour l'Italie. Morin accepta, et on faillit prendre le Colonel Godard.

Le colonel de gendarmerie Debrosse, qui depuis janvier 1960, avait eu dans ses rangs 14 morts et 123 blessés dus aux « mouvements patriotiques » d'Ortiz et de Lagaillarde, s'était consacré au démantèlement de notre Organisation et remportait quelques succès sans grande importance (le Général Jouhaud et le Capitaine Sergent ne furent pas pris). Pendant cette traque, l'O.A.S. utilisa l'arme psychologique de l'intoxication pour jouer de l'indignation des Algérois.

L 'O.A.S. METROPOLE

En Métropole, l'O.A.S. avait fait son apparition sous l'impulsion du capitaine Sergent et de son ami Godot. Plastics et attentats divers se succédèrent aux domiciles de personnalités hostiles à l'Algérie Française. Le 8 septembre 1961 à Pont-sur-Seine, sur la route de Colombey-les-deux-Eglises, de Gaulle avait même échappé à un attentat. On cite encore l'attentat contre André Malraux, qui, hélas, fit une seule victime, une petite fille innocente : la petite Delphine Renard, 4 ans.

L'O.A.S. Métro venait de commettre une erreur fatale : la Métropole excédée se dressa contre le mouvement subversif. Le lendemain, de nombreuses associations de gauche appelèrent la population française à manifester contre l'O.A.S. Le gouvernement interdit la manifestation,

qui eut lieu cependant. Des dizaines de milliers de manifestants affrontèrent les forces de police pendant trois heures et certains d'entre eux se firent coincer devant les grilles fermées du métro Charonne : huit morts. L'enterrement grandiose que Paris réserva aux victimes de Charonne réduisit à néant les espoirs de l'Organisation. Cependant, la position des responsables du maintien de l'ordre en Métropole était de reconnaître que l'O.A.S. était maîtresse en Algérie et presque en Métropole.

Le 5 février 1960, Jacques Soustelle est exclu du gouvernement. le 17 juin, il fonde le « Comité de Vincennes » qui rassemble plus de deux cents personnalités venant d'horizons politiques variés qui s'engagent à "défendre en toutes circonstances" l'intégrité du territoire national. Le « Comité de Vincennes » comptait Jacques Soustelle, Robert Lacoste, André Morice, Georges Bidault, Bourgès-Maunoury et aussi, Jean-Marie Le Pen, Jean Dides, et Léon Delbecque.

LE COMMENCEMENT DE LA FIN…

Le 5 Septembre 1961, De Gaulle, au cours d'une conférence de presse à Paris parlait sans périphrases : « En Algérie, ce dont il s'agit, c'est du dégagement. »

Il nous lâchait, expliquant que le problème algérien, se ramenait à trois thèmes : l'institution d'un Etat Algérien, les rapports de la France avec cet état, et l'avenir du Sahara. Sur ce Sahara, il changeait de politique et cédait aux exigences du FLN. L'O.A.S. allait à contre-courant. En quelques semaines, l'action de l'O.A.S. et les explosions de plastic (notamment en Métropole) avaient transformé l'opinion. La France métropolitaine ne tolérait plus « ces fous qui faisaient exploser des bombes, et voulaient plonger le pays dans la guerre civile ». L'action terroriste de l'O.A.S. avait été déterminante. Pis encore, entraînés dans

l'aventure de l'O.A.S., les Français d'Algérie, confondant dans une même haine De Gaulle et le peuple français qui le soutenait, se séparaient chaque jour un peu plus de la Métropole.

L'O.A.S. avait commencé une campagne de présence sur les lieux les plus insolites, mais si Susini obtenait de grands succès en matière de propagande, recruter des hommes prêts à tuer sur un simple ordre de Perez ou de Degueldre était une autre affaire… En revanche, les collectes de fonds donnaient de bons résultats. L'O.A.S. avait en outre trouvé une autre source de fonds : elle avait donné des consignes, par exemple ne pas aller en vacances en Métropole. Ceux qui transgressaient les ordres étaient sanctionnés par une amende ; tout en continuant les plasticages, les émissions pirates, les vols dans les grands services de l'Etat, la propagande sauvage...

Le 21 Septembre, au cours d'une émission pirate, les Algérois furent invités à présenter un front uni contre l'appareil d'Etat. Le 23 septembre, un magnifique « concert de casseroles » eut lieu, comme jamais la ville n'en avait entendu. En septembre 1961, l'Autorité Civile quitta Alger. Le délégué général Morin se réfugia au Rocher Noir, à une quarantaine de kilomètres d'Alger. Des ratonnades punitives marquaient désormais, avec une grande régularité, les obsèques de chaque victime du FLN.

Le 1er Novembre 1961, « anniversaire » du déclenchement de l'insurrection, l'O.A.S. fit exploser 70 plastics, chiffre record à Alger. De son coté, le FLN avait recommandé, pour ce même 1er Novembre, « une grandiose manifestation de masse ». Quoiqu'il en soit, cette journée se solda par une centaine de victimes musulmanes, dans de petites cités du Constantinois et de l'Algérois, où le FLN se heurta notamment aux forces de l'ordre. Jean Morin avait obtenu satisfaction à Paris. Les renforts demandés arrivaient aux ordres de Michel Hacq. Celui-ci savait que les polices d'Alger et d'Oran étaient toutes pro-O.A.S. Les CRS n'étaient pas sûrs, et seuls restaient les gendarmes mobiles

(gendarmerie rouge). Celle-ci était équipée d'armements lourds, de chars et de canons.

C'était la guerre civile. La chasse des gaullistes, qui recherchaient d'abord Salan, Jouhaud, Degueldre, et les principaux Deltas allait durer cinq mois. Vint alors le temps des barbouzes. Trois cents hommes venus pour aider les forces officielles, sous couvert d'une organisation, le Mouvement pour la coopération (MPC), engagés dans la lutte anti-OAS. Ces « renforts » arrivèrent à Alger à la fin du mois de novembre 1961 pour commettre leurs premiers attentats contre des bars fréquentés par des partisans de l'OAS. Le journaliste Bodard les appela « barbouzes ». En fait, avant même d'avoir commencé leur action contre l'O.A.S., les « barbouzes » étaient repérés. Les affrontements commencèrent. Devant l'hôpital militaire Maillot, où avait été conduit un blessé barbouze, lors d'une visite de ses amis, bien armés, des membres de l'O.A.S. procédèrent à une attaque des visiteurs. Tous les P.M. des barbouzes s'enrayèrent. Ils avaient été donnés par l'Ecole de Police d'Alger. Ils avaient été montés à l'envers !

Les barbouzes réussirent à établir un contact avec le FLN et obtinrent quelques succès. Mais tout Alger les connaissait, et leur voiture furent incendiées par les Français d'Algérie déchaînés. Ils s'étaient même battus avec des passants et Alger fut saisi de « barbouzite » contre les « gaullistes SS. » Les plasticages ne cessaient pas : à ceux de l'O.A.S. répondaient maintenant ceux des polices parallèles. Cependant, le 31 Décembre 1961, le lieutenant Degueldre et six commandos Delta attaquaient la villa « Dar Likoulia ». Ce fut un désastre pour les barbouzes. Le général Ailleret, commandant en chef en Algérie, conclut : « Il faut admettre que l'initiative appartient à l'O.A.S. ».

Le 5 Janvier 1962, les Français d'Algérie furent mobilisés par l'O.A.S. qui reconnaissait avoir besoin d'eux. Salan, soutenu par Susini, Degueldre, et le « Soviet » des capitaines Le Pivain, Branca, Montagnon, avaient décidé la guerre totale. C'est ainsi qu'une explosion détruisit, en faisant

19 morts, une imprimante offset dans la villa Andréa. Les barbouzes pensaient être là pour détruire notre organisation, mais désormais il s'agissait pour eux de survivre et de parer les coups portés.

L'O.A.S. n'était pas pour autant débarrassée des « policiers parallèles ». Une nouvelle équipe s'installa à l'hôtel Rajah. Elle n'allait pas tenir longtemps. Cette équipe ne remporta aucun succès, mais les commandos Delta harcelèrent l'hôtel Rajah au lance-roquettes, au plastic, à la grenade, pendant 48 heures, sans que les forces de l'ordre interviennent. Un blessé fut convoyé (et escorté) pour aller à l'hôpital militaire Maillot. En sortant, des habitants des immeubles voisins enfermèrent le blessé et son escorte dans leur voiture, y mettant le feu. Ce fut la fin des barbouzes. En février 1962, il y eut 302 attentats par les Commandos Delta. L'heure était venue de franchir le dernier pas...

De Gaulle voulait se débarrasser des départements algériens. Les négociations devaient reprendre. On notera que De Gaulle, malgré les demandes, n'eut jamais la moindre petite phrase pour expliquer aux français d'Algérie quel pouvait être leur avenir, pour leur dire que le drame des français d'Algérie le touchait lui aussi profondément, même si ce n'était pas vrai.

Le 23 Février, le général Salan donna son « instruction N° 29 » déclarant officiellement la guerre civile. Alors, Alger devint l'enfer !

Ce fut la terreur, et ce fut un atroce massacre. Les Arabes s'affaissaient en pleine rue, une balle dans la tête. Plus de femmes de ménage, de petits marchands, plus de facteurs arabes et on arriva au lynchage pur et simple (« plus un melon aux trois Horloges »).

La conférence d'Evian s'ouvrit le 7 mars et elle allait durer onze jours. Le cessez-le-feu allait avoir lieu le 19 mars 1962, à midi.

LA FIN DE L'OAS

Le pouvoir gaulliste n'en avait pas fini avec l'O.A.S. pour autant. Les exécutions sommaires furent encore plus nombreuses. Le 20 mars, quatre obus de mortier arrivèrent sur la Place du Gouvernement, appelée par les Arabes place du Cheval : 24 morts, 59 blessés. Le 22 Mars, à 21 heures, vingt hommes des « commandos Z » (Susini) attaquent une patrouille de Half-track : 18 gendarmes morts, vingt-cinq blessés, trois blindés hors de combat. Le 23 mars à huit heures, une patrouille d'appelés fut désarmée sans résistance dans Bab-el-Oued.

Les ordres étaient de désarmer les militaires, sans effusion de sang. Malheureusement, deux camions d'appelés du train refusent de livrer leurs pistolets-mitrailleurs. Coups de feu : 7 morts parmi les appelés. Tout fut employé contre l'équipe O.A.S. de Bab-el-Oued. Avions T6, hélicoptères, blindés, arrosant les façades et les terrasses. De Gaulle précisa : « il ne faut pas lésiner, il ne faut rien ménager. » Ce fut le calvaire pour ceux de Bab-el-Oued.

Le 26 mars 1962, Alger entière voulut aller dégager (et nourrir) Bab-el-Oued. Cortège interdit, service d'ordre imposant, hélas aidé de quelques FLN « ralliés ». Le cortège désarmé, drapeaux en tête, chantant « Les Africains » se présente au début de la rue d'Isly. Soudain, à 14 heures 45, une rafale de F.M. claque. Les tirailleurs affolés tirent dans la foule pacifique, malgré les drapeaux tricolores et les chants. Les tirailleurs ont tiré 1135 Cartouches de pistolet-mitrailleur, 427 cartouches de fusils, et 420 cartouches de fusil-mitrailleurs. La fusillade a fait 46 morts et 200 blessés. La question reste posée, de savoir qui a tiré la première rafale, celle qui a fait peur aux tirailleurs. Le lieutenant Degueldre sera alors arrêté.

Le 8 avril 1962, la Métropole approuve par référendum la politique de De Gaulle, par 90, 70%. Les Français d'Algérie n'ont pas été consultés. Le Délégué Jean Morin sera remplacé une semaine après le cessez-le-feu

par Christian Fouché. Le mois de mars avait vu 866 attentats dans Alger, dont 611 imputables à l'O.A.S. En avril, 679, dont 647 O.A.S. En mai, 944, dont 864 O.A.S.

Malgré tout, et grâce au forfait d'un traître nommé Lavanceau, le général Salan fut arrêté le 19 avril 1962. Alger fut au désespoir. Le 20 avril, ce fut l'enfer. Le général Gardy avait remplacé le Général Salan, mais il était avant tout le chef de l'O.A.S. Oran. Il avait délégué ses pouvoirs au Colonel Godard, à qui plus personne n'obéissait. Gardy croyait à une partition française possible de l'Algérie. Depuis la fusillade de la rue d'Isly, l'armée est traumatisée, déchirée. Elle reçut l'ordre de ne plus bouger, sauf pour évacuer ! C'est à ses officiers que revint « l'honneur » de désarmer les harkis, et les groupes d'auto-défense. De nombreux Français d'Algérie disparurent alors.

Le 14 mai, à 18 heures quarante, cinq voitures du FLN allèrent mitrailler des bars dans 17 points de la ville. Dix sept morts et 35 blessés. La riposte de l'O.A.S. ne se fit pas attendre : le 15 mai, il y eut dans Alger un mort toutes les dix minutes.

Le 18 mai, Susini établit des contacts avec le FLN de Abderhamane Farès. Le 5 juin 1962, Farès revenait sur ses engagements malgré l'intervention du libéral Jacques Chevallier, ancien Maire d'Alger. Les Algérois, qui venaient de vivre six jours sans attentats, entendirent une émission pirate qui annonçait la fin de la trêve et précisait : « l'O.A.S. reprend sa liberté d'action dès ce soir. »

Le 7 juin, un panache de fumée couronne Alger : la bibliothèque de l'Université venait de sauter, ainsi que des laboratoires et des amphithéâtres, la Poste et la Mairie d'EL-biar (commune du Grand Alger), deux collèges du centre, une aile de la Préfecture. Pérez fait bombarder le Palais d'Eté, par une pluie d'obus de mortier. Pendant ce temps, Oran brûlait. Le colonel Gardy avait donné ce conseil désespéré aux français d'Algérie : « Détruisons tout, pour ne pas le laisser au

FLN. » Une énorme charge explosive avait détruit le nouvel Hôtel de Ville, à Alger. Les blocs opératoires de l'hôpital de Mustapha et la Radiologie explosèrent.

Le 17 juin 1962, à 19 heures 55, la guerre venait enfin de se terminer. Une partie des Algérois le crut. Tout se détendit, le centre d'Alger retrouva ses arabes. Le 20 juin, le couvre-feu fut levé à Alger.

Au final, 635 membres de l'O.A.S. furent arrêtés. 224 furent ensuite jugés, dont 117 acquittés, cinquante-trois condamnés à une peine de prison avec sursis, trente-huit à une peine de prison ferme, trois furent condamnés à mort et exécutés (Roger Degueldre, Claude Piegts et Albert Dovecar), ainsi que Bastien-Thiry, qui n'était pas membre de l'O.A.S.

LA DEBACLE

Il était trop tard.

Les français d'Algérie ne croyaient plus rien, ni personne. L'Exode avait déjà commencé, mais il prît des proportions jamais vues jusque là. En mai, 100 000 français avaient quitté l'Algérie, en juin, 800000 suivirent. Deux valises par personne. A Alger, à Oran, Noria des navires et des avions. On campe dans les aéroports, on vit sur les quais des ports.

Le 1er juillet 1962, la France et l'Algérie ont voté :

5 993 574 OUI et **16 478 NON** pour l'indépendance.

C'était fini, l'Algérie était indépendante.

Après l'indépendance, du 5 au 7 Juillet 1962, de 3000 à 5000 français d'Algérie ont été massacrés à Oran ; certains furent dépecés vivants, sans parler des scènes de viol. Les pillages furent aussi nombreux.

L'armée avait des ordres et elle n'est pas intervenue (elle ne devait intervenir qu'en faveur du FLN, contre les forces de l' O.A.S.)

L'ABANDON DES HARKIS

« Il n'y a pas d'infamie plus grande que d'abandonner à leurs bourreaux des hommes qui ont fait confiance à la France, et qui se sont rangés sous les plis de son drapeau. »

Colonel Jean Bastien-Thiry

La même lâcheté qu'en Indochine fut commise.

Le terme Harki est devenu un terme générique, qui recouvre en réalité des combattants complètement différents. Le cessez-le-feu entraînait la dissolution des sections de supplétifs qui avaient contribué à la pacification réelle de l'Algérie. Ils étaient groupés dans des S.A.S (sections d'administration spéciales). Les Officiers qui, dans la campagne ou la montagne, commandaient ces S.A.S. (qui additionnaient les fonctions de Chefs, d'instituteur, de médecin - ou plus modestement d'infirmiers - , de juge de paix....) ne pouvaient se résoudre à abandonner leurs hommes. Ceux qui se sont repliés avec leur section vers les points d'embarquement ont vu leurs hommes interdits de navires (et même, pour certains d'entre eux, débarqués du navire par des gens sans foi, membres du FLN, et auxquels un Officier (sic) obéit, faisant débarquer ses gens, qui furent d'ailleurs abattus devant lui, sur le quai. Les autres ont dû abandonner au FLN, leurs hommes qui ont été abondamment torturés, massacrés. Pour le FLN, ils étaient des « collabos », des traîtres.

« Il y a eu des milliers de martyrs abandonnés aux tortures sadiques de leurs bourreaux ; de même, qu'il y a eu des milliers de Français et de

Françaises de souche, abandonnés aux mains des hommes du FLN, et qui furent livrés à leur bon plaisir ».

Colonel Jean Bastien-Thiry

LA DESINFORMATION…

A PROPOS DES TORTURES

Les tortures n'ont été qu'un prêté pour un rendu.

On perd volontairement de vue les tortures du FLN sur tous les représentants de la France en Algérie : gardes champêtres, instituteurs, soldats capturés. Les interrogatoires - parfois violents, parfois mettant en oeuvre des moyens électriques ou l'eau, comme au Moyen-Age - avaient pour unique but le renseignement, toujours pour identifier des porteurs ou poseurs - ou poseuses - de bombes en milieu urbain. Sont-elles légitimes ? Eh oui ! Rappelons-nous les bombes dans les Réverbères aux arrêts de « tram », les bombes dans l'estrade d'un casino dansant, les bombes dans les brasseries !

A PROPOS DES FRANCAIS D'ALGERIE

(considérés, évidemment à tort, comme étant tous très riches et exploitants les pauvres Arabes…)

Il y avait en Algérie 20 000 exploitants agricoles, et seulement une centaine de grosses fortunes. C'est peu. Toutefois, quelques grosses fortunes – il faut le reconnaître - auraient mérité la corde ! Blachette, par exemple, affermant à très bon compte l'alfa des Hauts-Plateaux (qui est un très beau papier), payant très peu ses cueilleurs, et vendant fort cher son produit. Les autres « petits Blancs » travaillaient. Usines, commerces, bureaux, comme en Métropole.

A PROPOS DE L'O.A.S.

« Les activistes de l'O.A.S. sont des criminels. La violence des commandos Delta est trop méconnue. Leurs membres sont sans pitié, sanguinaires. » (Sylvie Thénault, l'Humanité).

Le journal « Le Monde » a récemment comparé l'O.A.S. aux forcenés d'Al Qaïda !

A PROPOS DU MAINTIEN DE L'ORDRE EN ALGERIE

Il a eu un prix. Moins que la presse de gauche l'a prétendu. Le contingent de Français métropolitain a été envoyé en Algérie. C'était peut-être une erreur. Il aurait sûrement mieux valu - et c'était moins cher - laisser les Français d'Algérie se débrouiller dans leur pays. Il est inutile de parler du manque total de combativité de la plupart des unités, et Si Azzedine précise : « le contingent qui se trouvait en Algérie n'était pas motivé ; restaient les professionnels, les paras, et la Légion. » Ce qui pouvait se résumer en cinq mots : l'envie de rentrer chez soi. La

Métropole a donc fourni ses enfants et de l'argent, sous forme d'impôts, pour défendre un territoire qui laissait la majorité des Français Métropolitains dans une parfaite indifférence.

PREMEDITATION DE LA FUSILLADE DE RUE D'ISLY A ALGER

Orchestrée par Christian Fouché, elle a consisté à placer en avant de la manifestation pacifique, les 4emes Tirailleurs, dont voici quelques noms:

Khelifa ben Sbkhaoui, rallié avec arme,

Ali ben Amar, rallié avec arme,

Ziane ben Amar, rallié avec arme,

Amrati Mohamed, Tireur au F.M...

Nous possédons au total une liste de 18 noms.

LES « HEROS » ET « HEROINES » DU FLN

Mohamed ben Sadok, assassin du bâtonnier Ali Chekkal,

Yacef Saadi, Chef tueur d'Alger, gracié par De Gaulle, et devenu Sénateur en Algérie,

Krim Belkacem,

Djemila Bouïreb,

Ben Bella, adjudant de l'Armée Française, deviendra le deuxième Président de la République Algérienne,

Boumedienne, colonel du FLN (sera aussi Président de la République)

Abdelaziz Boutheflika, Président de la République Algérienne en 2009 (et ce, depuis dix ans), fut en 1962 le responsable de l'alliance Benbella - Boumedienne. Il fut un chef de l'insurrection. Pourtant, le président Jacques Chirac l'a assuré de « son indéfectible amitié » et le président Nicolas Sarkozy l'embrasse comme un frère (Monsieur Boutheflika vient d'ailleurs se faire soigner en France, les médecins d'Algérie ne lui inspirant peut-être pas suffisamment confiance ?)

ENCORE QUELQUES NOMS…

Ont été membres officiels de l'O.A.S. Métropole :

Georges Bidault,

Jacques Soustelle,

Horace Savelli, Compagnon de la Libération,

De Rozières, compagnon de la Libération,

René Cirhuzire, déporté à Dara,

J. Ceteaud déporté à Dachau,

Edmond Michaud, déporté à Buchenwald,

Robert Lacoste, ancien Gouverneur Général de l'Algérie,

André Marie, déporté à Buchenwald,

Marcel Edmond Naegelen, ancien Gouverneur Général de l'Algérie,

Colonel Rémy, compagnon de la Libération.

Ont été membres de l'O.A.S. Algérie, outre les Officiers Généraux :

Le Colonel Godard,

Le Colonel Lacheroy,

Le Colonel Argoud,

Le Commandant Hélie Denoix de Saint-Marc,

Le Capitaine Sergent,

Le Capitaine Munck,

Le Commandant de Vaisseau Pierre Guillaume,

Le lieutenant Roger Degueldre,

Les soldats de la 1ère Armée d'Afrique, 168 000 Français d'Algérie, et 173000 Français d'origine nord-africaine, conduite par le futur Maréchal Juin, au commandement du Général de Lattre de Tassigny (Le chant « les Africains » devait devenir, à la demande de ce dernier, l 'hymne de la 1ère Armée)

Jean-Claude Pérez, medecin des pauvres de Bab-el-Oued,

Jean-Claude Susini,

Le lieutenant de réserve Pierre Lagaillarde.

<u>… ET QUELQUES CHIFFRES</u>

Les chiffres concernant les pertes civiles du côté des Français d'Algérie :

- 6945 hommes tués, dont 870 Européens et 6075 Français-Musulmans

- 265 femmes tuées, dont 105 Européennes et 160 françaises Musulmanes

- 98 enfants tués et 34 enfants disparus

-2233 hommes disparus

-74 femmes disparues